



CHAPITRE 143

Loi refondant la charte de l'Hôpital
Général de Québec

[Sanctionnée le 29 juin 1967]

CHAPTER 143

An Act to consolidate the charter of
Hôpital Général de Québec

[Assented to 29th June 1967]

Préam-
bule.

ATTENDU que la corporation connue sous le nom de l'Hôpital Général de Québec a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle est aux droits d'une fondation de Monseigneur de Saint-Vallier, évêque de Québec en 1693, et que son existence corporative a été confirmée à toutes fins civiles par des lettres patentes du roi de France et par un arrêt du Conseil d'État, datés respectivement de 1693 et 1701, ainsi que par les lois 12 Victoria, chapitre 140, 15-16 George VI, chapitre 117, et 9-10 Elizabeth II, chapitre 168, d'abord sous le nom de la Communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, puis sous celui de l'Hôpital Général de Québec;

Que depuis 1693 elle possède, maintient et exploite dans la municipalité de Notre-Dame-des-Anges, de Québec, un hôpital connu sous le nom de l'Hôpital Général de Québec;

Qu'il y a lieu de modifier sa charte pour la rendre conforme à la Loi des hôpitaux et aux règlements adoptés en vertu de cette loi, et de préciser davantage ses pouvoirs et les étendre sous certains aspects;

Que vu les nombreux textes qui la régissent, il convient qu'à la même occasion sa charte soit refondue;

Que son Éminence le cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec et visiteur de ladite corporation, a consenti à la présentation de cette pétition;

WHEREAS the corporation called Hôpital Général de Québec has, by its petition, represented:

That it is the successor of an endowment made by Monsignor de Saint-Vallier, Bishop of Quebec, in 1693, and its corporate existence was confirmed for all civil purposes by letters patent of the King of France and by an order of the Council of State, dated 1693 and 1701 respectively, and by the acts 12 Victoria, chapter 140, 15-16 George VI, chapter 117, and 9-10 Elizabeth II, chapter 168, first under the name of The Community of the Nuns of the General Hospital of Quebec, then under that of Hôpital Général de Québec;

That since 1693 it has held, maintained and operated in the municipality of Notre-Dame-des-Anges, in Quebec, a hospital known as Hôpital Général de Québec;

That it is expedient that its charter be amended so as to render it consistent with the Hospitals Act and the regulations made thereunder, and to further specify its powers and to enlarge them in some respects;

That in view of the numerous statutes by which it is governed it is also expedient at the same time to consolidate its charter;

That His Eminence Maurice Cardinal Roy, Archbishop of Quebec and visitor of the said corporation, has consented to the presentation of such petition;

Preamble.

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il convient d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Constitution.	1. L'« Hôpital Général de Québec » est une corporation qui a pour objet de posséder, de maintenir et d'exploiter l'hôpital connu sous le même nom.	1. The "Hôpital Général de Québec" Corporation is a corporation the objects whereof are to own, maintain and operate the hospital of the same name.	Corporation. Name, etc.
Nom, etc.			
Siège social.	2. Le siège social de la corporation est en la municipalité de Notre-Dame-des-Anges, de Québec.	2. The corporate seat of the corporation shall be in the municipality of Notre-Dame-des-Anges, in Quebec.	Corporate seat.
Membres.	3. Les membres de la corporation sont: a) les membres du conseil du Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec, corporation constituée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 169, et b) les autres personnes que la corporation admettra conformément à ses règlements.	3. The members of the corporation shall be: (a) the members of the council of the Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec, a corporation constituted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 169, and (b) such other persons as are admitted by the corporation in accordance with its by-laws.	Members.
Restrictions.	4. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni être admis au partage de ses biens.	4. No member of the corporation may demand the dissolution thereof or participate in the partition of its property.	Restrictions.
Pouvoirs.	5. La corporation peut: a) avoir un sceau et le modifier à volonté; b) ester en justice; c) établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise pour la poursuite de ses buts; d) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal; e) faire sur son crédit des emprunts d'argent par tout mode légal, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable; f) hypothéquer ou nantir ses immeubles et donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations; g) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs, et les vendre, échanger, nantir ou donner en gage;	5. The corporation may: (a) have a seal and alter it at will; (b) appear before the courts; (c) establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuit of its objects; (d) bind itself and bind others towards it in any legal manner; (e) borrow money on its credit by any legal method, and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument; (f) hypothecate or pledge its immovables and give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations; (g) issue bonds or other evidences of debt or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;	Powers.

h) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, ses biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicommiss, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

i) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée soit directement en son nom, soit indirectement au nom de fiduciaires;

j) accepter tout don, tout legs et toute autre libéralité;

k) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre, pourvu que le revenu annuel net des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle pour des fins de revenus n'excède pas cinq cent mille dollars;

l) ériger et maintenir toute construction pour la réalisation de ses buts;

m) nommer des officiers, procureurs et administrateurs et définir leurs pouvoirs;

n) admettre dans son établissement des personnes en qualité de malades indigents, sous réserve des restrictions et règles fixées par ses règlements;

o) coopérer avec toute autre corporation à l'établissement et au développement de services hospitaliers et de laboratoires cliniques d'expérimentations et de recherches scientifiques; établir une école d'infirmières et une école de garde-malades auxiliaires conformément à la Loi des infirmières; faire de la vivisection; pratiquer la dissection et faire des autopsies, conformément, dans tous les cas, à la Loi de l'étude de l'anatomie, pour renseigner les chirurgiens et médecins et pour établir la cause réelle des décès;

p) faire des conventions avec des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et d'autres institutions, et aussi avec les autorités de l'Université Laval de Québec, pour fins d'hospitalisation ou de forma-

(h) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, its moveable and immovable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275) or any act which may replace the same;

(i) invest its funds in any manner deemed suitable either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

(j) accept any gift, legacy or other liberality;

(k) acquire, possess, administer and alienate all moveable and immovable property, by all legal methods and under any title, provided that the net annual revenue of the immovables belonging to the corporation and owned by it for purposes of revenue shall not exceed five hundred thousand dollars;

(l) erect and maintain any construction for the realization of its objects;

(m) appoint officers, attorneys and administrators and define their powers;

(n) admit persons to its establishment as indigent patients, subject to the restrictions and rules fixed by its by-laws;

(o) co-operate with any other corporation in the establishment and development of hospital services and clinical, experimental and scientific research laboratories; establish a school for nurses and one for nurses' assistants in accordance with the Nurses Act; practise vivisection; practise dissection and perform autopsies in accordance, in every case, with the Study of Anatomy Act, for the information of surgeons and physicians and to determine the real cause of death;

(p) enter into agreements with members of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec and of other institutions, and also with the authorities of Laval University of Quebec for hospitalization purposes or for the training of

tion d'infirmières et de garde-malades auxiliaires. nurses and nurses' assistants.

Exercice
de
pouvoirs.

6. Les pouvoirs énoncés dans l'article 5 ne peuvent être exercés que suivant la Loi des hôpitaux, la Loi de l'assurance-hospitalisation et les règlements passés en vertu de ces lois.

6. The powers mentioned in section 5 may be exercised only in accordance with the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act and the regulations made thereunder.

Exercise
of powers.

Disposi-
tions
sauve-
gardées.

Aucune disposition de la charte de la corporation ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent l'exercice de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par cette charte doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements.

No provision of the corporation's charter shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts and the powers granted by this charter shall be subject to such provisions and regulations.

Provi-
sions safe-
guarded.

Ententes
autori-
sées.

7. La corporation est autorisée à faire toute entente qu'elle jugera à propos avec le Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec, corporation constituée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 169, pour l'usage en commun des biens de ladite corporation, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des règlements faits en vertu de ces lois et sous réserve de l'approbation du ministre de la santé.

7. The corporation is authorized to make any agreement that it may deem expedient with the Monastère des Augustines de l'Hôpital Général de Québec, a corporation constituted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 169, for the joint use of the property of said corporation, the whole subject to the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act and the regulations made thereunder and subject to approval by the Minister of Health.

Agree-
ments
author-
ized.

Règle-
menta-
tion.

8. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;
- c) la poursuite générale de ses fins.

8. The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting:

- (a) its internal management;
- (b) the administration, management and control of its properties, works and undertakings;
- (c) the pursuit of its objects generally.

By-laws.

Conseil
d'admini-
stration.

9. 1. La corporation est administrée par un conseil d'administration constitué conformément aux dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux et aux règlements passés en vertu de cette loi.

9. (1) The corporation shall be administered by a board of management constituted in accordance with the present and future provisions of the Hospitals Act and the regulations made thereunder.

Board of
manage-
ment.

Autorité.

2. Le conseil d'administration a autorité complète sur la gestion de l'hôpital connu sous le nom de l'Hôpital Général de Québec.

(2) The board of management shall have full control of the management of the hospital called Hôpital Général de Québec.

Control.

Signa-
tures.

10. Les chèques et autres effets de commerce, les obligations et les contrats sont signés par les personnes désignées par le conseil d'administration.

10. Cheques and other negotiable instruments, bonds and contracts shall be signed by the persons designated by the board of management.

Signa-
tures.

Autorisation requise.

11. 1. La corporation doit être spécialement et préalablement autorisée par son visiteur:

a) pour transformer l'hôpital connu sous le nom de l'Hôpital Général de Québec, l'agrandir ou cesser de l'exploiter;

b) pour contracter tout emprunt garanti par hypothèque sur immeuble ou par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière.

Visiteur.

2. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Québec ou toute personne désignée par lui comme visiteur.

Fondations.

12. La corporation peut accepter des fondations pour fins hospitalières et conséquemment recevoir, comme dépositaire légal et fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chacun de ces patrimoines, peut exercer tous les droits d'un propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte, indiquant en quoi il consiste. Aucune disposition du présent article ne peut être utilisée en dérogation des dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux ou des règlements faits en vertu de cette loi.

Changement de nom ou de siège social.

13. La corporation peut, par règlement de son conseil d'administration approuvé par les membres de la corporation, modifier son nom et l'endroit de son siège social, en donnant avis écrit au secrétaire de la province et en faisant publier un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*; une modification de ce genre n'entre en vigueur que le sixantième jour après ladite publication.

Fonds d'amortissement.

14. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses

11. (1) The corporation must be specially and previously authorized by its visitor:

Authorization required.

(a) to alter, enlarge or cease to operate the hospital called Hôpital Général de Québec;

(b) to make any loan secured by hypothec on immoveable property or by trust deed in conformity with the Special Corporate Powers Act or any act which may replace the same.

(2) The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic bishop of Quebec or any person appointed by him as visitor.

Visitor.

12. The corporation may accept endowments for hospital purposes and consequently receive, as legal depository and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the donor, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Endowments.

The assets of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each, showing the composition thereof. No provision of this section shall be used in derogation from the present and future provisions of the Hospitals Act or the regulations made thereunder.

Distinct patrimony.

13. The corporation, by by-law of its board of management approved by the members of the corporation, may change its name and the location of its corporate seat, upon giving notice in writing to the Provincial Secretary and by causing a notice to such effect to be published in the *Quebec Official Gazette*; no such change shall take effect until the sixtieth day following such publication.

Change of name or corporate seat.

14. The corporation must establish a sinking-fund for all its issues of bonds

Sinking-fund.

émissions de bons et d'obligations qui ne sont pas payables par annuités.

Copie de
tout acte
de
fiducie.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé peut, sans frais, consulter cette copie et en prendre extrait.

Registres.

15. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre de la corporation et de son conseil d'administration, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonctions et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;
- d) la liste des créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, en indiquant pour chacune le principal, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Force
probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par son secrétaire. Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

Dissolu-
tion.

16. À la requête de la corporation, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu'il détermine. Cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour qui suit la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

Disposi-
tions rem-
placées;
etc.

17. Les lois 12 Victoria, chapitre 140, 15-16 George VI, chapitre 117, et 9-10 Elizabeth II, chapitre 168, sont remplacées par la présente loi, sauf les paragraphes *s* et *t* de l'article 2 de la loi 12 Victoria, chapitre 140, édicté par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 117, et remplacé par l'article 3 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 168, lesquels paragraphes demeurent en vigueur.

Entrée en
vigueur.

18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

or debentures which are not payable by annual instalments.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party, and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom without charge.

Copy of
trust
deed.

Registers.

15. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

- (a) a copy of this act;
- (b) the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- (c) the surname, given names, nationality, address and occupation of each member of the corporation and of its board of management, indicating, as regards each, the date of his admission or entry into office and the date when he ceased to be a member or to hold office;
- (d) a list of the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Proof of
contents.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts bearing the seal of the corporation and certified by its secretary. Any person interested may consult them and obtain a certified extract therefrom at his expense.

Dissolu-
tion.

16. Upon petition by the corporation, the Provincial Secretary may declare it dissolved upon such conditions as he shall determine. Such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice thereof in the *Quebec Official Gazette*.

Provisions
replaced,
etc.

17. The acts 12 Victoria, chapter 140, 15-16 George VI, chapter 117, and 9-10 Elizabeth II, chapter 168, are replaced by this act, except paragraphs *s* and *t* of section 2 of the act 12 Victoria, chapter 140, enacted by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 117, and replaced by section 3 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 168, which paragraphs shall remain in force.

Coming
into force.

18. This act shall come into force on the day of its sanction.